

C no. 5

Subject: Le Parena condamne les negociations avec le CNDD

Date: Wed, 21 May 1997 15:21:50 +0200

From: Jean-Claude Mporamazina <Jean-Claude.Mporamazina@UNCTAD.ORG>

Reply-To: Friends of Burundi Discussion List <BURUNDIF@UAFSYSB.UARK.EDU>

To: Multiple recipients of list BURUNDIF <BURUNDIF@UAFSYSB.UARK.EDU>

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI POUR LE REDRESSEMENT NATIONAL
PARENA

COMMUNIQUE DU COMITE DIRECTEUR DU PARENA

1 L'opinion publique se souviendra que depuis mi-mars 1997, le parti PARENA a ete charge de tous les peches d'Israel par le Gouvernement en place agissant par l'intermediaire du Ministre de l'Interieur et de la Securite publique et celui du porte-parole de l'armee.

2 Par une mechante globalisation, le Parti et ses dirigeants ont ete accuses d'attentat a la vie du chef de l'Etat et d'actes terroristes ayant coute la vie a plus d'une dizaine de citoyens a la suite d'explosions de mines anti-chars.

3 Depuis plusieurs semaines, des personnes ont ete arretees en possession de ces mines anti-chars; a la suite de quoi toute cette dramatique affaire a ete etouffee, couverte par une chape de plomb, faute d'avoir pu demontrer que ces terroristes agissaient pour le compte du PARENA et sa Direction.

4 Dans le meme temps, des citoyens membres de la Direction et d'autres qualifies d'en etre sympatisants sont detenus au secret dans des geoles inaccessibles a leur famille et ce, au mepris de toutes les regles de procedure penale.

5 L'un de ces detenus, le col NTAKO Pascal vient de deceder dans des conditions et circonstances denoncees par la famille et les organisations des droits de l'homme.

6 Tout le week-end du 16 Mai 1997, des rumeurs entretenues par certains laboratoires bien connus faisaient etat de la fuite du President du PARENA le col J.B.BAGAZA alors que les services de l'armee et de la documentation savent pertinemment que le President BAGAZA est toujours sequestre sous bonne garde a sa residence.

7 Eu egard a tous ces faits qui sont loin d'etre imputables au hazard, la Direction du PARENA redoute le pire pour la securite des personnes detenues par les services de l'Armee dans des conditions discretionnaires en dehors de tout controle de l'appareil judiciaire

8 Nous prenons l'opinion a temoin pour reclamer une fois de plus que les dossiers des prevenus poursuivis pour divers crimes en meme temps imputes au PARENA soient instruits dans la transparence, conformement aux lois et reglements de la Republique.

En tout etat de cause, nous tenons le Gouvernement actuel pour responsable de l'integrite physique de ces detenus qu'il detient dans des conditions discriminatoires de detresse et d'insecurite.

Fait a Bujumbura, le 19/05/1997
Pour le comite Directeur du PARENA
Le Representant legal suppleant

NDIKURAKO Ashamane